

VEILLE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Suisse et Liechtenstein

Une publication du SE de Berne
Semaine du 5 octobre 2026

Faits saillants

- L'accord de libre-échange entre l'AELE et la Malaisie sera soumis à référendum.
- Davantage de réserves obligatoires de protéagineux sont libérées en raison de la sécheresse.
- Finance durable : dans un contexte mondial moins favorable, *Building Bridges* privilégie une approche pragmatique.

LES CHIFFRES À RETENIR

	Au 08/10	Var. vs 01/10
EUR/CHF	0,9329	- 1,1 %
USD/CHF	0,8338	- 0,2 %
SMI	13 637	+ 0,1 %
Taux 10a	0,566 %	- 7 pb

Macroéconomie

Retraites : Le Conseil fédéral recommande d'accepter le relèvement de la TVA pour financer la 13^{ème} rente de l'assurance vieillesse et survivants (AVS, cf. [communiqué](#)). Le peuple se prononcera sur le sujet le 29 novembre. En mars 2024, la population suisse avait accepté l'initiative pour une 13^{ème} rente AVS. Celle-ci sera versée à partir de décembre 2026. Sans recettes supplémentaires, l'AVS sera de plus en plus confrontée à des difficultés financières, car son déficit augmente rapidement. La 13^{ème} rente entraîne des frais supplémentaires de plus de 4 Mds CHF par an jusqu'à 2035 puis de plus de 5 Mds CHF par an. Le Parlement a décidé de financer une partie de la 13^{ème} rente AVS en relevant la TVA, plus précisément, en faisant passer le taux normal de 8,1 % à 8,5 % et le taux spécial pour l'hébergement de 3,8 % à 4,0 %. Le taux réduit de 2,6 % ne serait en revanche pas relevé. La hausse de la TVA rapporterait à l'AVS des recettes supplémentaires estimées à 1,5 Mds CHF par an.

ALE entre l'AELE et la Malaisie : L'accord de libre-échange signé par la Suisse et les pays de l'Association européenne de libre-échange avec la Malaisie fera l'objet d'un référendum en Suisse au premier semestre 2027. En effet, une alliance composée d'organisations de la société civile dite « contre la déforestation des forêts tropicales », du Parti Socialiste (PS) et des Vert-e-s, a récolté suffisamment de signatures contre l'accord. Elle déplore que l'ALE, qui prévoit notamment des allègements douaniers sur l'huile de palme, ne contienne pas de mesures efficaces contre le travail forcé et la déforestation. L'accord avait été approuvé par le Parlement suisse lors de la session d'été.

Suisse - Inde : Le Président de la Confédération Guy Parmelin a été invité à New Delhi pour une visite d'Etat (cf. [communiqué](#) et [veille économique et financière du 26 septembre au 2 octobre](#)). Son entretien avec le premier ministre Narendra Modi a été consacré aux échanges économiques, à la coopération sur la formation et la recherche ainsi qu'à la politique commerciale, à l'occasion du premier anniversaire de l'entrée en vigueur de l'accord de partenariat commercial et économique (APCE) entre l'Inde et l'Association européenne de libre-échange (AELE). Les échanges ont également

eu pour objet les négociations en vue d'un nouvel accord bilatéral de protection des investissements, qui sont bien avancées, ainsi que les discussions relatives à la protection de la propriété intellectuelle. La Suisse et l'Inde ont par ailleurs conclu deux accords, l'un sur la migration et l'autre sur les échanges de jeunes professionnels.

Marché du travail : En septembre, le taux de chômage au sens du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) s'est maintenu à 3,0%, comme en juillet et août (cf. [communiqué](#)) et en légère augmentation par rapport à août 2026 (2,8%). Cette stabilisation au cours des derniers mois s'expliquerait, selon le Secrétariat d'Etat à l'Economie, par l'amélioration de la conjoncture (avec pour mémoire une croissance trimestrielle de l'économie de +1,5% au 2^{ème} trimestre). Les offices régionaux de placement (ORP) comptabilisaient 140 480 chômeurs inscrits à la fin du mois dernier, soit une baisse de 0,8% sur un mois. Sur un an, le nombre d'inscrits a progressé de +5,4%. Genève demeure le canton affichant le taux de chômage le plus élevé, à 5,3%. Pour mémoire, le taux de chômage au sens du BIT s'élevait en Suisse à 4,9% au 2^{ème} trimestre 2026.

Assurance-chômage : L'assurance-chômage suisse a enregistré une perte de 249 M CHF en 2025, contre un excédent de 1,43 Md CHF en 2024, selon les chiffres publiés par le Secrétariat d'Etat à l'Economie le 6 octobre (cf. [communiqué](#)). Cette dégradation s'explique principalement par la hausse du chômage, dont le taux moyen est passé de 2,4 % en 2024 à 2,8 % en 2025 (soit 133 712 chômeurs en moyenne), ainsi que par la suppression, pour 2025, de la contribution fédérale à l'assurance-chômage, d'environ 600 M CHF, dans le cadre de mesures d'économies budgétaires. Les dépenses ont atteint 8,69 Md CHF, contre 8,44 Md CHF de recettes. Les fonds propres de l'assurance-chômage ont ainsi diminué à 7,96 Md CHF fin 2025.

Salaire minimum : Les syndicats suisses ont déposé près de 100 000 signatures, soit deux fois le seuil requis, pour s'opposer à une modification législative adoptée par le Parlement en juin dernier prévoyant que les salaires fixés par les conventions collectives de travail (CCT) prévalent sur les salaires minimaux cantonaux, même lorsque ces derniers sont plus élevés. Une clause de maintien des droits acquis, prévue dans la réforme, exempte toutefois de ce principe les cantons de Genève et de Neuchâtel. Un référendum aura donc lieu, probablement en février 2027. Alors que l'introduction d'un salaire minimum national avait été rejetée par 76 % des électeurs en 2014, plusieurs cantons et communes ont depuis instauré leurs propres salaires minimaux, compris entre 20 CHF de l'heure au Tessin et 24,59 CHF à Genève. Les syndicats dénoncent une remise en cause de la démocratie directe et du fédéralisme, tandis que les organisations patronales défendent la primauté du partenariat social et des accords négociés entre employeurs et salariés.

Secteurs financiers

Finance durable : La 7^{ème} édition du Sommet annuel *Building Bridges*, consacré à la finance durable, s'est tenue à Genève du 6 au 8 octobre 2026. Pour mémoire, cet événement est porté conjointement par la place financière genevoise, les autorités publiques et les organisations internationales et réunit les acteurs de la finance, les entreprises, les banques de développement et les ONG autour des enjeux de financement de la transition écologique et sociale. Cette édition a rassemblé plus de 2 600 participants (+25 % par rapport à 2025), de 109 nationalités et provenant de 78 pays (contre 64 en 2025), dans un contexte mondial pourtant moins favorable à la finance durable ces dernières années. Les échanges ont notamment confirmé l'évolution du secteur vers une approche plus pragmatique et opérationnelle, privilégiant la rentabilité économique et les résultats mesurables des investissements. Les discussions ont ainsi davantage porté sur les moyens concrets de mesurer les risques climatiques et environnementaux, d'orienter les capitaux vers des projets à impact et de développer ces investissements à plus grande échelle, plutôt que sur la nécessité même d'intégrer ces risques dans les décisions financières. Malgré les réticences de l'administration américaine à l'égard des politiques de durabilité, cette édition a également été marquée par un retour à des prises de position plus affirmées en faveur de la finance durable.

Secteurs non financiers

Sécheresse : Des volumes supplémentaires de réserves obligatoires de protéagineux destinés à l'affouragement seront libérés (cf. [communiqué](#)). L'Approvisionnement économique du pays avait déjà autorisé temporairement un prélèvement dans les réserves obligatoires à hauteur de 20% en septembre (cf. [veille économique et financière du 29 août au 4 septembre](#)). Lorsque les besoins dépassent cette limite, il appartient au Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR) de libérer des quantités supplémentaires par voie d'ordonnance. Or, depuis le 1er septembre 2026, 9,5 % des réserves ont été prélevés et la situation en matière d'approvisionnement de la Suisse en protéagineux est toujours tendue. Si l'offre sur les marchés mondiaux reste suffisante, les restrictions portent surtout sur la disponibilité et le transport vers la Suisse, les possibilités d'importation via le Rhin et le Danube étant limitées en raison du bas niveau des eaux.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

<http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international>

Responsable de la publication : Etienne OUDOT de DAINVILLE

Rédaction : Julie MURO, Justine BULTEL

Abonnez-vous : berne@dgtresor.gouv.fr

Clause de non-responsabilité : le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Crédits visuels : Pixabay